

FAR **THEMA**

STRATÉGIE NATIONALE DE FORMATION AGRICOLE ET RURALE

UN OUTIL
AU SERVICE DE
LA RÉNOVATION
DES DISPOSITIFS FAR



ÉDITO

2

CADRAGE

3

Élaborer une SNFAR. Pourquoi ? Comment ?

EXPÉRIENCES PAYS

9

Des stratégies aux profils variés. Les cas du Burkina Faso, Togo, Madagascar, Guinée, Cameroun, Bénin

PERSPECTIVES

18

SNFAR : une démarche incontournable ?

ALLER PLUS LOIN

20

Ressources utiles

Au service des acteurs de la formation agricole et rurale, FAR Thema alimente le débat stratégique et méthodologique sur les grands enjeux de la formation agricole et rurale. FAR Thema s'appuie sur les expériences des pays pour transmettre des connaissances à partager. Coordonné par le réseau FAR, il se donne pour ambition de produire des analyses, des démarches et des outils utiles pour l'action.

ÉDITO

PAR KHALID BELARBI, SECRÉTAIRE EXÉCUTIF DU RÉSEAU FAR



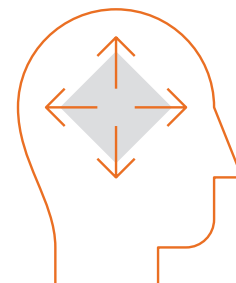
Depuis le début des années 2000, les décideurs, les bailleurs, les partenaires techniques et les experts ont insisté et insistent encore sur la nécessité de mettre en place des stratégies nationales de la FAR (formation agricole et rurale). Ils estiment qu'une stratégie, bien élaborée, permet à tous les acteurs de la FAR de s'accorder sur les enjeux, les défis, et les ambitions afin de bâtir des dispositifs nationaux de la FAR - pertinents, efficaces et efficaces - au service de l'amélioration des conditions de vie des producteurs et productrices.

Une SNFAR, construite avec toutes les parties prenantes et portée par des acteurs légitimes, offre indéniablement un cadre propice à la rénovation des dispositifs de la FAR. Elle permet de construire le plaidoyer, de dialoguer avec les décideurs politiques et économiques, et in fine de lever les fonds nécessaires à son opérationnalisation.

La SNFAR propose d'aborder les multiples facettes de la FAR de manière systémique. La pandémie actuelle met davantage en exergue les enjeux et les défis de la FAR, et transforme profondément nos façons de travailler. Il est primordial de réfléchir à la prise en compte des grandes transitions - agroécologiques, énergétiques, numériques, alimentaires -, et d'examiner comment faire mieux avec davantage d'impacts.

Fort de son historique et des expériences de ses pays membres, le réseau FAR dispose d'une vision globale de terrain et souhaite la partager avec les acteurs de la FAR. Il cherche à éclairer les enjeux et défis de la SNFAR en s'appuyant sur la diversité des trajectoires empruntées par les pays membres.

I C'est quoi UNE SNFAR ?



La SNFAR est une **stratégie inter-sectorielle**, le plus souvent arrimée à une politique agricole et aux autres plans nationaux sectoriels, tels que les plans nationaux d'investissement agricole (PNIA) ou de sécurité alimentaire et de nutrition (PSAN), que beaucoup de pays ont entrepris d'élaborer ces dernières années (Bénin, Burkina, Guinée, Sénégal, Togo, etc.).

Son élaboration est **un processus** permettant de s'adapter à la réalité agroécologique du pays, à son contexte territorial, à ses enjeux et défis internationaux, nationaux et régionaux. Elle dépend d'un grand nombre de facteurs politiques (volonté des décideurs et arbitrage selon les priorités et ressources disponibles), techniques (prise en compte de la demande économique, sociale, environnementale et de l'état de l'offre de formation), institutionnels (implications des services centraux et déconcentrés de l'État, des organisations professionnelles, du secteur privé et associatif) et humains (disponibilités des ressources humaines compétentes) propres à chaque pays. Chaque SNFAR est singulière et constitue une part identitaire des acteurs.

C'est le résultat **d'une vision partagée** entre les différents partenaires nationaux pour mettre en œuvre de façon concertée un ensemble d'actions.

Elle constitue une véritable **feuille de route** avec les grandes inflexions à opérer, à travers des axes stratégiques opérationnels, une gouvernance, des objectifs, des effets et des impacts. Elle vise à répondre à l'ampleur et à la diversité des besoins en qualification professionnelle pour un développement agricole durable. Elle permet aux décideurs politiques et économiques de prendre

conscience de la situation du secteur et de ses enjeux. Elle donne une idée précise des nouvelles orientations proposées et de leurs implications, et montre que les propositions de mise en œuvre sont réalistes et pourront être suivies et évaluées.

La SNFAR ambitionne d'être **un outil au service d'une politique publique de la FAR**, commune aux différentes parties prenantes, favorisant le pilotage des dispositifs de formation agricole, tenant compte des différentes demandes et en cohérence avec les autres stratégies sectorielles du pays.

UNE APPROCHE SYSTÉMIQUE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Pour qu'il puisse contribuer efficacement au développement d'une région ou un pays, un système d'enseignement et de formation technique et professionnel, vu comme un ensemble coordonné de dispositifs, doit tout à la fois :

- ✓ S'inscrire de façon cohérente dans les priorités établies au niveau national, définies en fonction de l'intérêt collectif, et formulées dans le cadre de documents stratégiques ou de politiques.
 - **Demande de la nation**
- ✓ Considérer la demande des acteurs économiques des territoires, qui utilisent les « produits » de la formation.
 - **Demande économique**
- ✓ Prendre en compte la demande des familles, des apprenants, pour lesquels la formation constitue un investissement pour l'avenir.
 - **Demande sociale**

Des demandes multiples

DEMANDE SOCIALE :

- Familles
- Apprenants

Investissement dans la formation

Adéquation formation-emplois

DEMANDE ÉCONOMIQUE :

- Agriculteurs-trices
- Entreprises
- Organismes de développement

SYSTÈME D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE

Orientations politiques et stratégies de formation

DEMANDE DE LA NATION OU DE LA COMMUNAUTÉ :

- État
- Collectivités
- Organisations professionnelles

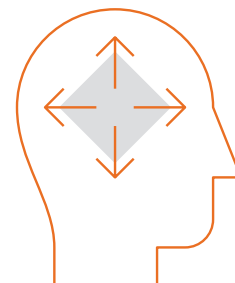
DES FINALITÉS PROPRES À CHAQUE PUBLIC

La SNFAR, tout comme le(s) système(s) d'enseignement et de formation qu'elle ambitionne d'incarner, doit tenir compte des attentes des différents publics bénéficiaires en matière de contenus, de modalités et de parcours personnels et professionnels.



Des attentes et des publics variés





2

Aux origines DE LA SNFAR

UNE DÉMARCHÉ VOLONTARISTE DES BAILLEURS

Dans les années 1990, et surtout au début des années 2000, un important travail de diagnostic portant sur les dispositifs de formation agricole et rurale a été lancé par plusieurs partenaires techniques et financiers. Par la suite, la Banque Mondiale, de manière volontariste, a incité fortement les pays à élaborer des stratégies spécifiques à la formation agricole et rurale.

DES CONSTATS ET DES RECOMMANDATIONS PARTAGÉS

Les principaux **constats** de l'époque, mais qui restent encore d'actualité dans de nombreux pays, peuvent être résumés ainsi :

- ✓ Les dispositifs ne sont pas adaptés aux enjeux actuels et futurs du secteur agricole (fragmentés, cloisonnés, isolés) ;
- ✓ la formation des agriculteurs a quasi-disparu ;
- ✓ Le personnel a rarement accès à des formations continues et des sessions de recyclage ;
- ✓ Peu de jeunes créent leur entreprise ;
- ✓ Les formations sont parfois déconnectées des réalités de terrain ;
- ✓ Les actions ne sont pas coordonnées dans le cadre d'une politique agricole nationale ;
- ✓ Les décideurs et les bailleurs doutent sur les retours sur investissement (on peut entendre : « ça coûte cher » ou encore « ce n'est pas très visible ») ;
- ✓ Les financements sont faibles.

UNE MÉTHODE EXPÉRIMENTÉE DANS 4 PAYS PILOTES

C'est dans ce cadre, qu'une étape « expérimentale », au début des années 2000, identifiée sous le vocable « Stratégies Nationales des Formations Agricoles et Rurales » (SNFAR), fut lancée dans quatre pays au Bénin, Burkina Faso, Mali, Sénégal¹. Elle s'inscrivait dans le prolongement des études diagnostiques réalisées

par Pierre Debouvry, expert international indépendant, sur les dispositifs de ces quatre pays.

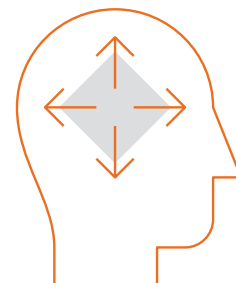
La formulation de la SNFAR devait se décliner selon une démarche et des modalités clairement définies. La SNFAR a été placée sous la tutelle du ministère de l'agriculture de chaque pays, avec la création d'un **comité de pilotage** et un **secrétariat technique** travaillant sous sa tutelle. Un **atelier national**, regroupant des représentants régionaux et nationaux du secteur agricole et rural, a eu pour objectifs de partager les constats, les enjeux, les défis et d'identifier les orientations et le plan d'action. Un **budget ad hoc**, financé par un programme national sectoriel ou d'autres sources, devait permettre le processus de formalisation des SNFAR.

DES DYNAMIQUES PAYS QUI SE SONT ESSOUFLÉES MAIS UN PROCESSUS QUI PERDURE

Certains documents stratégiques ont été élaborés et validés au niveau national mais n'ont pas, le plus souvent, donné d'outils pour agir concrètement sur la rénovation des dispositifs de formation. Le retrait prématuré de la Banque mondiale, le manque de financements pérennes et l'absence d'une véritable coordination n'ont pas permis d'engager ces réformes de rénovation en temps voulu dans les pays ciblés.

Pour autant, la dynamique de construction des SNFAR s'est poursuivie et développée dans différents pays, au-delà même des pays pilotes. Considérant la construction d'une SNFAR comme une étape stratégique, ces différents pays ont su mobiliser d'autres ressources, nationales ou dans le cadre de projets, pour financer son processus d'élaboration. Ce fut le cas de Madagascar (2012), du Togo (2018), du Burkina Faso (2019) et de la Guinée (2020). Le Cameroun et le Bénin s'inscrivent également aujourd'hui dans la démarche de formulation ou actualisation de leur SNFAR.

1. Présentation de l'opération expérimentale stratégique nationale des formations agricole et rurale (SNFAR) dans quatre pays tests (Bénin, Burkina Faso, Mali, Sénégal), 2005, Pierre Debouvry - www.agropolis.fr/formation/pdf/atelier_ouagadougou/debouvry.pdf



3 Quelle méthode pour élaborer **UNE SNFAR ?**

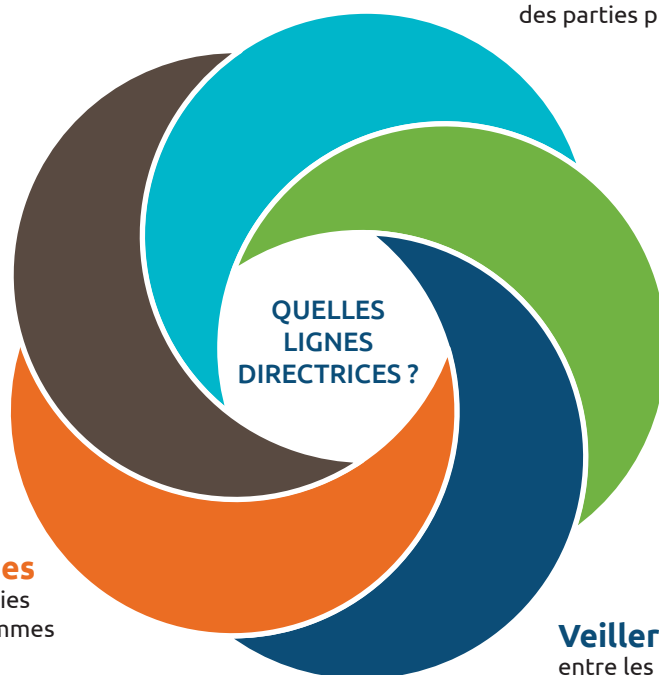
À QUELLES QUESTIONS DOIT RÉPONDRE LA SNFAR ?

- ✓ Dans quelle mesure le dispositif actuel est-il adapté à la demande ? Dans quelle mesure répondra-t-il à la demande de demain ?
- ✓ Quelles sont les orientations politiques en matière de cursus diplômants/certifiants et de flux ?
- ✓ Quels sont les dispositifs de formations professionnelles initiales diplômantes et certifiantes, de formation des agriculteurs et d'appui à l'installation ?
- ✓ Quelle formation professionnelle de base mettre en place pour les producteurs-trices ?
- ✓ Quelles complémentarités faut-il imaginer avec les dispositifs d'appui-conseil ?
- ✓ Quel dispositif d'ingénierie de formation et de formation des formateurs et des enseignants faut-il mettre en place ?
- ✓ Comment gérer l'adaptation de l'offre à la demande et assurer le suivi-évaluation du dispositif en rénovation ?
- ✓ Comment assurer un financement durable du dispositif de formation agricole et rurale ?
- ✓ Quel devrait être le rôle de l'État dans un dispositif rénové de formation agricole et rurale ?

LES LIGNES DIRECTRICES DE LA CONSTRUCTION D'UNE SNFAR

Décloisonner les institutions
dans une dynamique d'amélioration de la gouvernance

Mettre en place des actions concertées
et synergiques entre les parties prenantes FAR et les programmes d'investissement

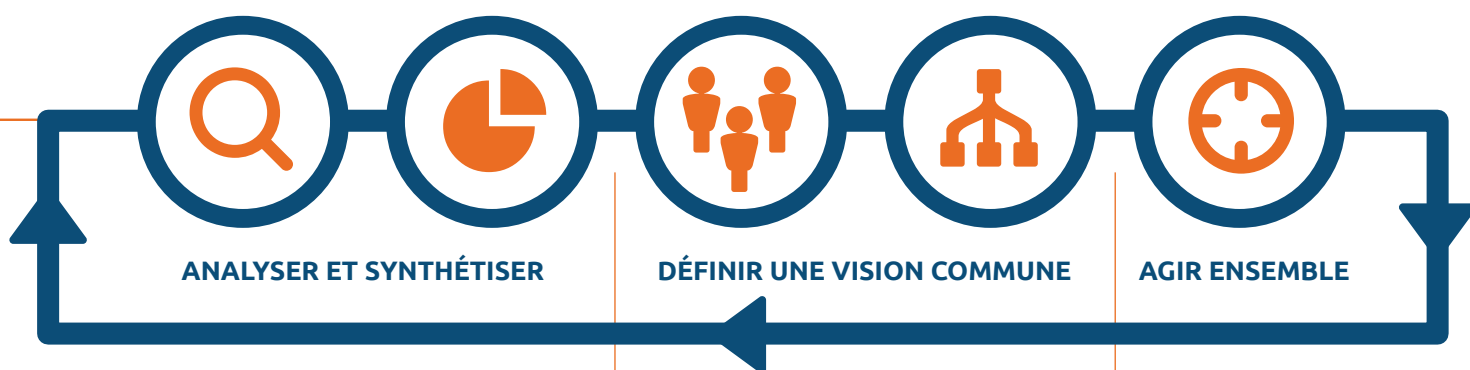


Définir les principes
en cohérence avec les finalités des parties prenantes

Enrôler les acteurs
autour d'une vision commune et des objectifs partagés

Veiller à la cohérence
entre les objectifs de la nation et la demande de formation

UN PROCESSUS ITÉRATIF



Analyser l'existant

en consolidant les acquis et en évitant de faire table rase du passé

Réaliser des études prospectives et complémentaires

Tenir des concertations multi acteurs

permettant d'enrôler les acteurs clés et identifier les enjeux et les défis

Partager le diagnostic global

la vision, l'ambition et les missions

Elaborer un plan d'action

véritable feuille de route pour la mise en œuvre de la stratégie nationale FAR

Un **premier document**, qui récapitule les contextes et les enjeux de la FAR, est élaboré. Assez souvent, des diagnostics sont déjà disponibles dans les pays. Les enjeux et les défis sont souvent clairement identifiés. Par conséquent, ces étapes, gourmandes en temps et en argent, peuvent être réalisées grâce à une **synthèse et à une formalisation de la documentation existante**, dans une perspective de développement et d'articulation avec les autres secteurs, tout en veillant à la cohérence globale et à une bonne articulation avec l'ensemble du dispositif éducatif.

Il pourra être enrichi par un **questionnaire**, adressé à un panel d'acteurs issus des ministères de tutelle FAR ainsi que des structures de formation publiques et privées, des OPA, des associations... et de quelques **entretiens ouverts**, auprès de personnes incontournables en charge de la FAR ou utilisateurs des produits de la FAR.

Un **atelier national** de deux à trois jours, regroupant les différentes parties prenantes, permet d'atteindre les résultats suivants :

- ✓ Les principales caractéristiques du dispositif actuel sont partagées, de même que les finalités et les missions du futur dispositif de l'enseignement technique et de formation professionnelle agricole et rurale ;
- ✓ Les enjeux et défis de la formation agricole et rurale sont explicités et ont fait l'objet d'un consensus entre les participants ;
- ✓ Les acteurs des secteurs privés comme publics ont échangé et fait des propositions sur l'approche à adopter pour une véritable refonte globale du dispositif de formation rurale.

Il est primordial de disposer de **ressources humaines et financières** clairement identifiées pour la mise en œuvre de la SNFAR et de bien calibrer les ambitions pour qu'elles soient réalistes et réalisables. La SNFAR doit être soutenue par **une animation efficace et une gouvernance partagée**.

TYPLOGIE DES TRAJECTOIRES

Les pays membres du réseau FAR se trouvent à différents niveaux dans le processus de rénovation de leurs dispositifs de formation agricole et rurale. Certains sont bien avancés, d'autres en sont aux prémices, et certains ont enrichi leur dispositif de gouvernance en se dotant d'une SNFAR. Voici une tentative de typologie pour illustrer les trajectoires empruntées par les pays :

- ✓ **pays dotés d'une politique agricole avec une SNFAR clairement adossée** à celle-ci (Burkina Faso, Maroc, Sénégal, Tunisie) ;
- ✓ **pays ayant élaboré leur stratégie dans le cadre d'un programme** (Madagascar, Guinée) ;
- ✓ **pays ayant déroulé les réformes avant de se doter d'une stratégie** (Cameroun, Bénin).



1 SNFAR adossée à **UNE POLITIQUE AGRICOLE**



Ces pays, dotés d'une politique agricole, ont entrepris l'élaboration d'une SNFAR avant d'initier les réformes de leur dispositif.



BURKINA FASO / PROCESSUS
D'ÉLABORATION DE LA SNFAR : SES
APPORTS, SES LIMITES



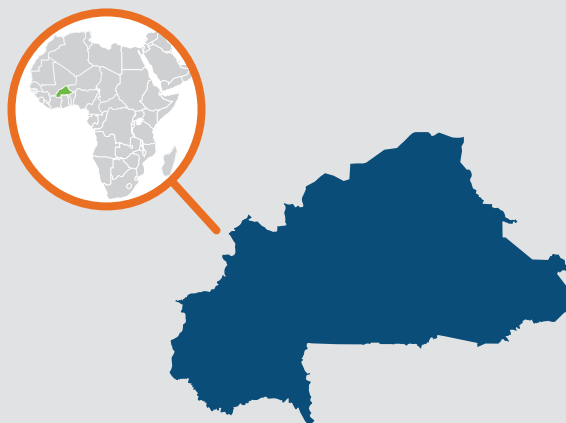
TOGO / UNE SNFAR AU SERVICE DE
L'ACTION

L'EXPÉRIENCE DU BURKINA FASO

PAROLES D'ACTEUR



Abdoulaye YEYE
**Secrétaire général
 Réseau FAR**
abdoulaye.yeye7@gmail.com



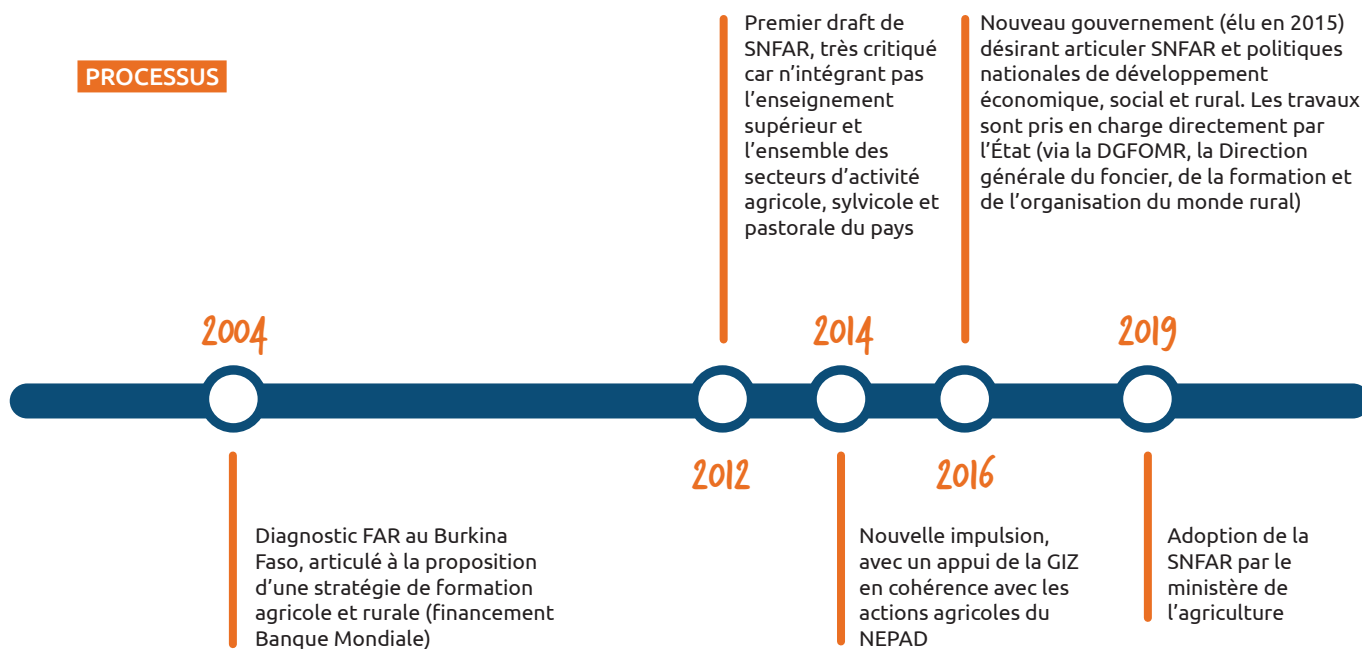
BURKINA FASO / PROCESSUS D'ÉLABORATION DE LA SNFAR : SES APPORTS, SES LIMITES

Abdoulaye Yéyé, secrétaire général du réseau FAR et coordonnateur d'un programme national de la GIZ au Burkina Faso, nous propose un rappel sur le

processus d'élaboration de la Stratégie Nationale Formation Agricole et Rurale (SNFAR) au Burkina Faso, et comment le plan national du secteur rural a intégré une partie des orientations de cette stratégie.

→ Lire la contribution intégrale : www.reseau-far.com/burkina-faso-processus-delaboration-de-la-strategie-nationale-far/

PROCESSUS



Portée initialement par la Banque Mondiale, la SNFAR a ensuite été mobilisée comme instrument d'appui au développement agricole et rural par la GIZ, dans le cadre de la réflexion stratégique agricole de l'Union africaine (NEPAD). Plus récemment, l'État a volontairement repris cette SNFAR en en faisant un outil au service du développement économique, social et rural.

EFFETS

Le processus pluriannuel a contribué au rapprochement des acteurs nationaux de la FAR. La vision élargie de la FAR aide les acteurs à mieux se concerter pour valoriser leurs complémentarités au bénéfice des publics visés par la FAR : jeunes en formation initiale, agriculteurs et éleveurs en activité.

D'autre part, la construction de la SNFAR a permis de révéler la place cruciale de la formation dans l'évolution des métiers en cours et l'anticipation des besoins futurs du pays en emplois et compétences. L'État a validé des textes officiels faisant référence à la FAR. Il alloue plus de budget à la FAR, à la fois pour l'amélioration des compétences des formateurs et pour l'équipement des centres de formation.

Pour aller plus loin, il reste aujourd'hui à renforcer les liens entre les ministères et directions techniques impliquées dans la mise en œuvre de la FAR en instaurant par exemple une instance de pilotage interministérielle en mesure de suivre, évaluer et orienter cette SNFAR.

L'EXPÉRIENCE DU TOGO

PAROLES D'ACTEUR



Jacques Agbényigan AYITE
Agroéconomiste
Point focal Togo Réseau FAR
ayite01@yahoo.fr



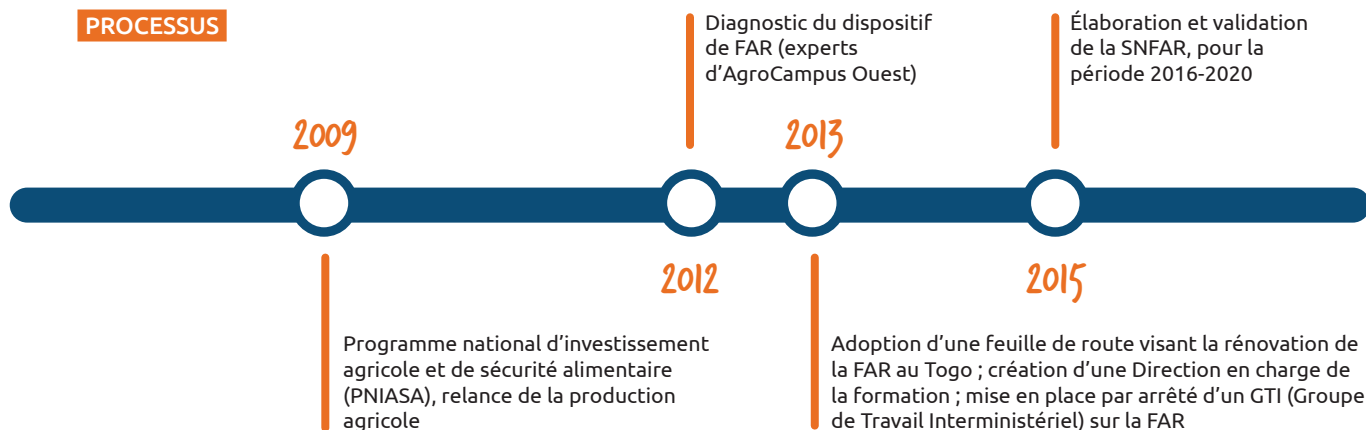
TOGO / UNE SNFAR AU SERVICE DE L'ACTION

Jacques AYITE, agroéconomiste, membre du réseau FAR, en charge d'une composante du Projet structuration et amélioration de la formation

agricole et rurale et de l'insertion (SAFARI), revient sur la genèse de la Stratégie Nationale FAR au Togo et offre une synthèse de la situation actuelle.

→ Lire la contribution intégrale : www.reseau-far.com/togo-quel-processus-delaboration-de-la-strategie-nationale-far/

PROCESSUS



À partir du moment où les responsables politiques nationaux ont pris conscience de la dimension stratégique de la SNFAR, elle a été mise en œuvre relativement rapidement (3 ans entre le diagnostic et la formulation). Le processus a permis de générer

d'autres actions structurantes pour le secteur agricole et rural : accès aux services financiers en milieu rural, appui à la rénovation des centres de formation, développement des compétences entrepreneuriales des jeunes.



EFFETS

La construction de la SNFAR a généré toute une série de réformes et d'élaboration de projets, programmes et politiques concernant les agriculteurs et le milieu rural. Au niveau des acteurs de la FAR, leur interconnaissance, concertation et coordination les a menés à s'organiser en « Association professionnelle des centres de formation agricole et rurale » (APCFAR), instance incontournable à ce jour dans la rénovation nationale de la FAR.

À présent, l'enjeu est de renforcer la concordance et la cohérence des politiques publiques concernant l'agriculture et le milieu rural.



2 SNFAR insérée dans un programme **DE RÉNOVATION DE LA FAR**



Ces pays, non dotés d'une politique agricole formalisée, se saisissent des programmes d'appui de la formation agricole et rurale en cours pour construire leur SNFAR.



MADAGASCAR : RETOURS SUR 15 ANS
DE RÉNOVATION DE LA FAR



GUINÉE : LA SNFAR, UN ESPACE DE
DIALOGUE POUR CRÉER UNE VISION
PARTAGÉE

L'EXPÉRIENCE DE MADAGASCAR

PAROLES D'ACTEUR



Francine RASOLOFONIRNA

Point focal Madagascar Réseau FAR

francilaurre@yahoo.fr



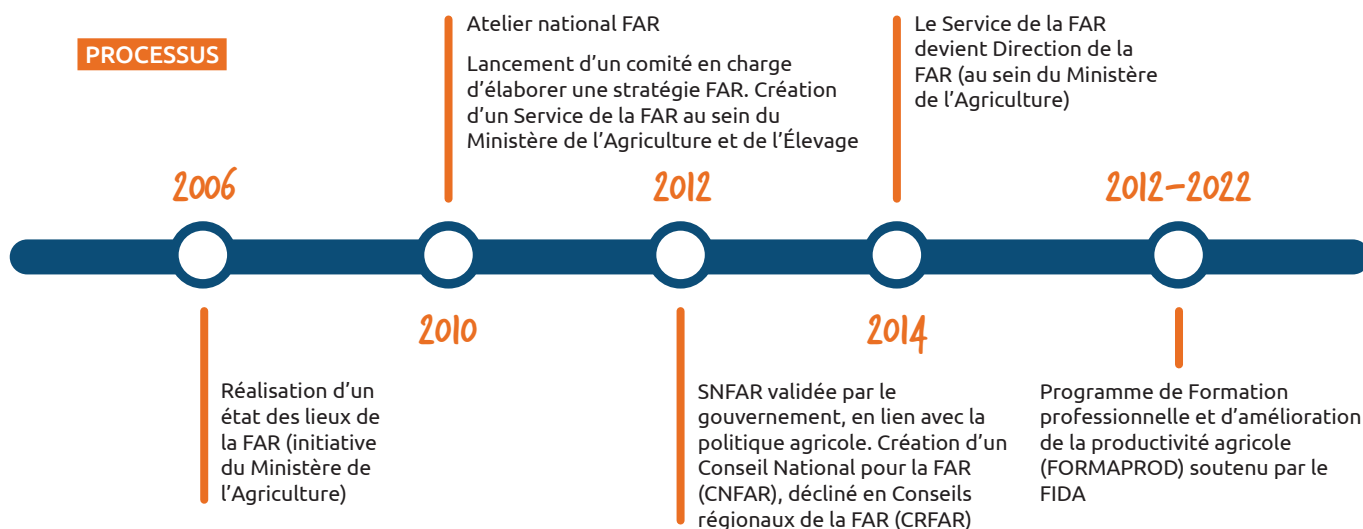
MADAGASCAR : RETOURS SUR 15 ANS DE RÉNOVATION DE LA FAR

Francine RASOLOFONIRNA a été directrice de la FAR sein du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage à Madagascar jusqu'en 2019. Elle revient

sur la rénovation de la FAR à Madagascar ces 15 dernières années et sur l'importance du dialogue interministériel.

→ Lire la contribution intégrale : www.reseau-far.com/formation-agricole-et-rurale-a-madagascar-retours-sur-15-ans-dactions/

PROCESSUS



L'originalité du processus à Madagascar réside dans la mise en place d'une équipe nationale d'ingénierie de la FAR (ENIFAR). Créée par arrêté interministériel, cette équipe est composée de cadres multidisciplinaires provenant des différents ministères en lien avec la FAR, et des formateurs en provenance d'institutions privées confessionnelles et non confessionnelles. Les principales missions de cette équipe sont l'élaboration des référentiels nationaux de diplômes, la formation des formateurs pour la mise en œuvre des référentiels, ainsi que l'accompagnement des centres et établissements à l'application des référentiels.

d'amélioration des conditions de travail des agriculteurs et agricultrices déjà en activité. À travers la mise en œuvre de sa SNFAR, l'État a favorisé le dialogue interministériel.

Cependant, les liens restent à être renforcés entre la recherche, la vulgarisation et le conseil, la formation et la production agricole, secteurs complémentaires, mais fonctionnant encore à ce jour chacun de manière autonome.

De plus, l'installation des jeunes n'a pas été suffisamment intégrée à la première SNFAR. C'est un enjeu important que le pays va tenter d'inscrire dans sa stratégie FAR à venir.

EFFETS

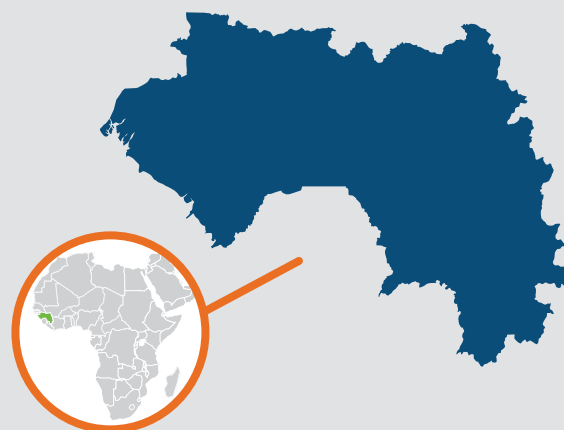
La mise en place d'un atelier national mobilisant tous les acteurs de la FAR, puis d'une direction allouée à la FAR, a stimulé la prise en compte de cet enjeu à l'échelle nationale, favorisant le rapprochement entre acteurs et une lecture croisée des enjeux

L'EXPÉRIENCE DE LA GUINÉE

PAROLES D'ACTEUR



Alphaba Bayo
Point focal Guinée Réseau FAR
mralphaba@yahoo.fr



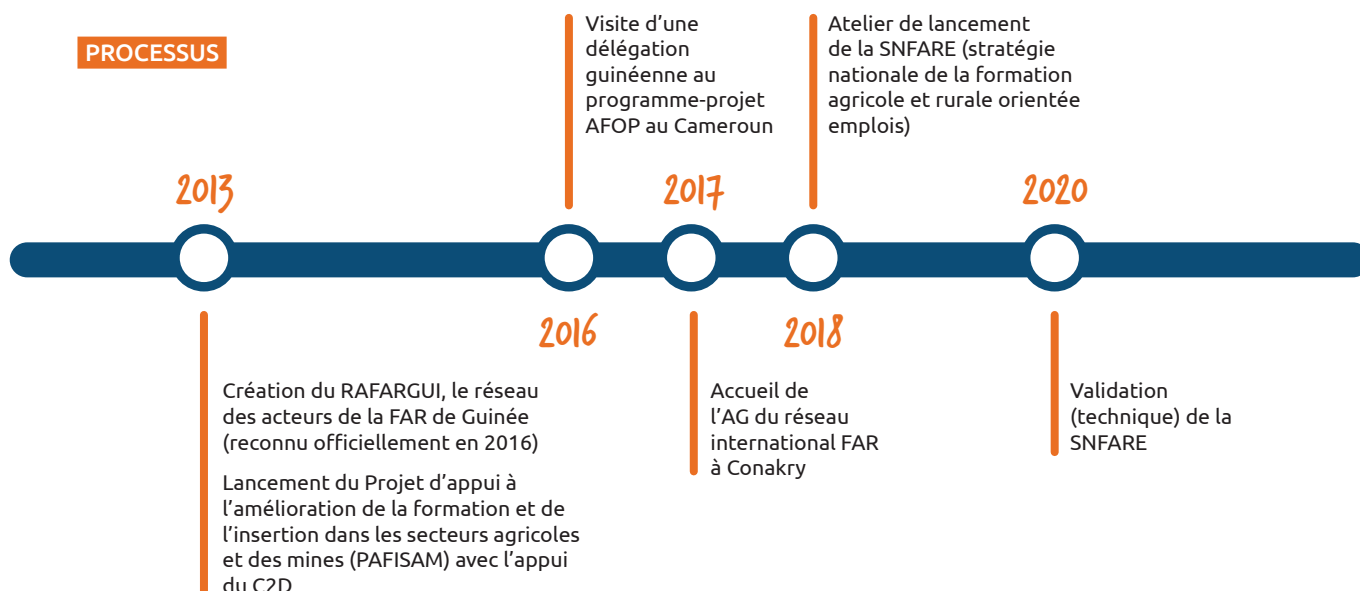
GUINÉE : LA SNFAR, UN ESPACE DE DIALOGUE POUR CRÉER UNE VISION PARTAGÉE

La Guinée a validé en 2020 sa Stratégie Nationale de la Formation Agricole Rurale et Emploi. Alphaba Bayo, directeur adjoint de l'Apprentissage et de

la Formation professionnelle au sein du ministère, revient sur les étapes marquantes de cette démarche qui constitue un cadre de référence pour la rénovation du dispositif FAR, en particulier pour les formations des jeunes agriculteurs et agricultrices.

→ Lire la contribution intégrale : www.reseau-far.com/guinee-une-vision-partagee-de-la-formation-agricole-et-rurale/

PROCESSUS



En Guinée, l'enjeu a été tout d'abord de renforcer la collaboration entre les différents ministères chargés des questions de Formation Agricole et Rurale. La représentation de l'ensemble des acteurs et particulièrement des organisations professionnelles au sein du réseau RAFARGUI a été essentielle dans la gouvernance et la coordination du processus.

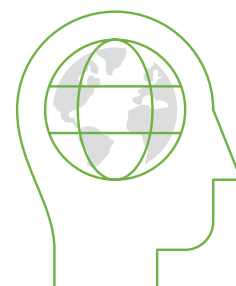
EFFETS

La SNFARE est aujourd'hui validée d'un point de vue technique et sera prochainement validée au niveau politique en conseil interministériel. Certaines activités sont d'ores et déjà mises en oeuvre.

La mise en place du réseau des acteurs de la FAR et la réflexion stratégique menée par la suite ont permis de faire émerger progressivement une vision partagée de la FAR.



3 SNFAR élaborée après des **RÉFORMES DU DISPOSITIF NATIONAL FAR**



Certains pays ont saisi d'autres opportunités, qui leur ont permis d'engager la rénovation de leur dispositif de formation sans attendre la formalisation de leur SNFAR. Ils ont d'abord procédé à des expériences pilotes, qu'ils ont étendues par la suite à l'échelle du pays.



**CAMEROUN / EXPÉRIMENTER POUR
INSTITUTIONNALISER**



**BÉNIN / VERS UN RÉAJUSTEMENT
STRUCTUREL ET FONCTIONNEL DE LA
FAR AU BÉNIN**

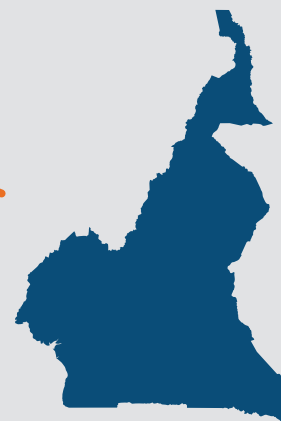
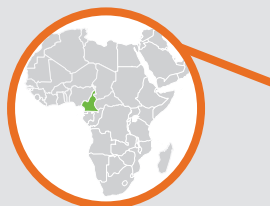
L'EXPÉRIENCE DU CAMEROUN

PAROLES D'ACTEUR



Martial Franck TAKAMGANG

Responsable de la composante
Institutionnalisation du
programme PCP-Afop
francktakamgang@yahoo.fr



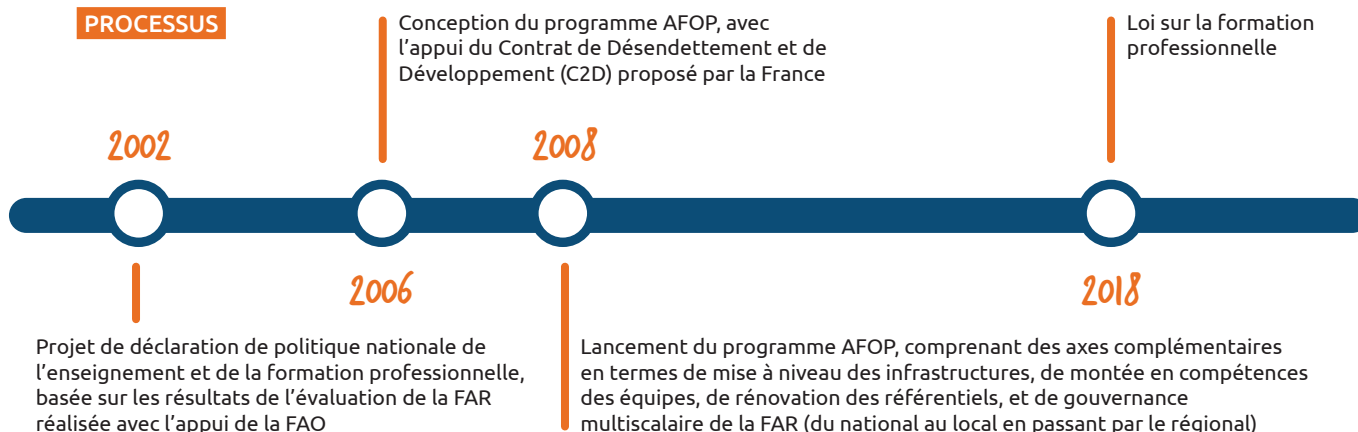
CAMEROUN / EXPÉRIMENTER POUR INSTITUTIONNALISER

Martial Franck TAKAMGANG, responsable de la composante institutionnelle du programme PCP-Afop, revient sur le processus de rénovation de la

formation agricole et rurale au Cameroun, basé sur l'expérimentation. Il en dégage les principales avancées, les défis à relever et les perspectives.

→ Lire la contribution intégrale : www.reseau-far.com/cameroun-quel-processus-delaboration-de-la-strategie-nationale-far/

PROCESSUS



Depuis 2007, la politique actuelle de rénovation de la FAR est mise en œuvre à travers le programme AFOP (Appui à la formation professionnelle agropastorale). Ce programme vise l'amélioration du dispositif de formation agricole et rurale du Cameroun à travers une réforme générale comprenant la définition d'un nouveau cadre réglementaire, le renforcement des capacités des personnels des centres de formation et le développement de la formation à destination des producteurs et des jeunes désirant s'orienter vers les métiers de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.

Après une première phase de rénovation de la FAR (2008-2012), une deuxième phase a consisté à consolider les acquis et perfectionner les compétences de l'ensemble des acteurs clés de la FAR (2012-2017). L'enjeu de la phase actuelle (2017-2022) est de pérenniser le dispositif rénové en l'institutionnalisant.

EFFETS

À travers AFOP, c'est l'ensemble des métiers agricoles et ruraux qui est considéré. Les jeunes sont amenés à exercer les métiers du vivant (sylviculture, agriculture, élevage, pêche) ainsi que les métiers

d'appui et de conseil aux entrepreneurs et à leurs organisations. La pédagogie par alternance a été fortement développée afin de favoriser l'insertion socio-professionnelle et territoriale des jeunes.

Plus de 15 000 jeunes ont été formés, dont près de 4 000 développent des projets dans les métiers du vivant.

La gouvernance de la FAR a été élargie aux acteurs des territoires (autorités traditionnelles, maires, producteurs référents) et des filières (OPA), en plus des acteurs de la FAR (formateurs, directeurs).

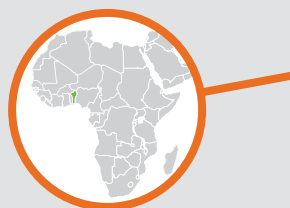
Les défis actuels consistent à consolider (maintenir l'opérationnalité et perfectionner) et à pérenniser (inscrire la FAR dans le cadre régalié) le dispositif. Il s'agit aussi de renforcer les organisations développées par les jeunes formés et, en complément, de développer la formation continue des producteurs et pêcheurs déjà en activité. Enfin, une gestion prévisionnelle des emplois et compétences est à engager, de façon à s'assurer du renouvellement générationnel de l'ensemble des personnels impliqués dans ce chantier ambitieux de rénovation de la FAR.

L'EXPÉRIENCE DU BÉNIN

PAROLES D'ACTEUR



Ismaïl Moumouni
Professeur d'agro-sociologie
Point focal Bénin Réseau FAR
ismailmm@gmail.com



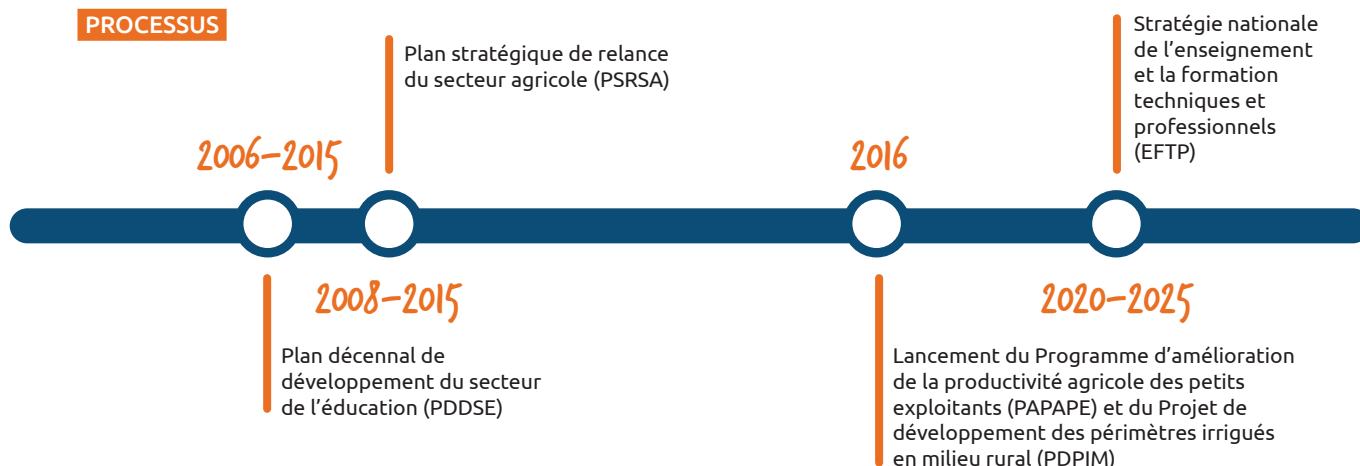
BÉNIN / VERS UN RÉAJUSTEMENT STRUCTUREL ET FONCTIONNEL DE LA FAR AU BÉNIN

Au Bénin, la réforme de la FAR s'inscrit dans la réforme plus globale de l'enseignement technique et de la formation professionnelle (ETFP). Quelles

sont les réponses proposées aujourd'hui pour faire face aux défis de la FAR au Bénin ? Ismaïl Moumouni propose une synthèse de la situation actuelle du Bénin.

→ Lire la contribution intégrale : www.reseau-far.com/benin-quel-processus-delaboration-de-la-strategie-nationale-far/

PROCESSUS



Au Bénin, la réforme de la FAR s'inscrit dans la réforme plus globale de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (ETFP). En adéquation avec les spécificités du pays, cette réforme tient compte de la diversité régionale, en s'appuyant à la fois sur sept pôles régionaux de développement agricole (PDA) et sur des filières dites « locomotives » assignées à chaque PDA. Dans chaque PDA, une agence territoriale est en charge de coordonner les actions concernant le développement agricole.

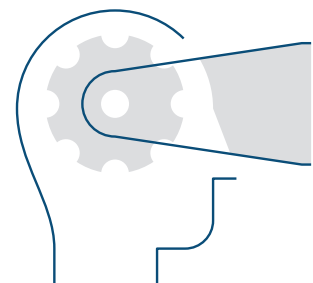
Le modèle de gouvernance et de pilotage du programme d'ETFP est caractérisé par une plus grande implication du secteur privé, du monde professionnel et des organisations locales. L'ensemble des secteurs (agriculture, numérique, tourisme, BTP, etc.) est réuni au sein du « cadre national de concertation pour la promotion de

l'ETFP », ce qui permet de partager des expériences et d'harmoniser les pratiques. Le Bénin envisage aujourd'hui de démultiplier le nombre de lycées techniques agricoles pour élargir la gamme de formations offertes et se rapprocher spatialement des jeunes et de leurs familles.

EFFETS

Au vu de l'absence de centres de formation professionnelle dans le système envisagé, il est dès à présent possible de s'interroger sur la capacité des lycées agricoles à fournir de la formation de proximité à tous les acteurs des chaînes de valeurs.

Au demeurant, les effets sont encore peu visibles au vu de la jeunesse du dispositif.



SNFAR : une démarche INCONTOURNABLE ?

Les pays membres du réseau FAR empruntent diverses voies et se trouvent à différents niveaux dans le processus de rénovation de leurs dispositifs de formation agricole et rurale. Certains sont bien avancés, d'autres en sont aux prémices, et certains ont enrichi leur dispositif de gouvernance en se dotant d'une SNFAR.

UNE DÉMARCHE COMPLEXE ET SYSTÉMIQUE

Au regard de la diversité des expériences des pays membres du réseau FAR, le processus de construction et de mise en œuvre d'une SNFAR concerne trois champs complémentaires :

RENFORCER LES CAPACITÉS

Mettre en lien les acteurs de la FAR et contribuer à :

- ✓ l'interconnaissance
- ✓ la concertation
- ✓ la coordination (renforcer la complémentarité des offres)

Former des formateurs.

Former des cadres en charge de réguler, évaluer et améliorer le dispositif FAR.

STRUCTURER LA GOUVERNANCE

Inclure les familles, les autorités traditionnelles, les maires, les producteurs et leurs OPA dans la construction et la mise en œuvre des dispositifs.

Se doter de lois et plus largement de cadres réglementaires permettant de réguler, évaluer, améliorer et financer la FAR.

ÉQUIPER LES CENTRES FAR

Améliorer les infrastructures, en augmentant les bâtiments, outils, espaces dédiés à un apprentissage pratique de l'agriculture.

Améliorer l'équipement pédagogique et didactique des centres FAR.

UN OUTIL STRUCTURANT AU SERVICE DU DIALOGUE

Au regard des trajectoires des pays membres du réseau, il est à noter que la **SNFAR ne constitue pas une étape incontournable dans un processus de rénovation des dispositifs de la FAR**. Cependant, élaborer une stratégie reste un **outil structurant au service du dialogue** entre acteurs privés et publics, secteurs économiques, formation et emploi, et **au service de l'action**. Les chemins pour y parvenir et les processus mis en œuvre comptent tout autant que le résultat, car ils :

- ✓ enclenchent une dynamique ;
- ✓ font dialoguer les différents acteurs et donne des perspectives ;
- ✓ produisent un argumentaire et un plaidoyer nécessaires pour impulser des réformes et générer des ressources ;
- ✓ permettent aux acteurs nationaux et aux partenaires techniques et financiers d'inscrire leurs actions dans le cadre général défini dans les SNFAR.

DE LA NÉCESSITÉ DE TRADUIRE LA SNFAR EN ACTION

La question de l'**opérationnalisation des SNFAR** est cruciale. Il est primordial de disposer de ressources humaines et financières clairement identifiées pour sa mise en œuvre et de bien calibrer les ambitions pour qu'elles soient réalistes et réalisables. Par ailleurs, la SNFAR doit être incarnée par **une animation efficace et une gouvernance partagée**. Faute de quoi, elle peut rester au stade d'une intention générale, consignée dans un document.

Au final, ces questionnements stratégiques interrogent l'échelle d'action :

- ✓ à l'échelle d'un centre de formation, la « stratégie » peut prendre la forme d'un « projet de centre » ;
- ✓ de même, une stratégie FAR dédiée à une filière peut contribuer à nourrir des stratégies plus globales de territoire ;
- ✓ une stratégie régionale de la FAR peut se justifier, dans un contexte de dévolution croissante de compétences et responsabilités aux collectivités territoriales ;
- ✓ à l'échelle nationale, comme l'illustrent les expériences pays ;
- ✓ à l'échelle des organisations sous-régionales intergouvernementales, où des stratégies politiques peuvent être élaborées.

FACTEURS CLÉS DU SUCCÈS

- ✓ un projet porté par les différents acteurs de la FAR ;
- ✓ la crédibilité des porteurs du projet ;
- ✓ la disponibilité des données de base sur le secteur agricole et rural ;
- ✓ la réalisation d'un diagnostic complet des dispositifs de la FAR ;
- ✓ une forte mobilisation des différentes parties prenantes au sein des cadres de concertation, et particulièrement des organisations professionnelles ;
- ✓ une forte implication de toutes les parties prenantes ;
- ✓ une mise en œuvre de démarches participatives ;
- ✓ une forte adhésion des PTF au projet ;
- ✓ une bonne mobilisation des ressources financières pour le processus d'élaboration ;
- ✓ l'institutionnalisation d'un dispositif de financement pérenne pour l'opérationnalisation de la SNFAR.

DIFFICULTÉS RÉCURRENTES

- ✓ un dispositif éclaté dans plusieurs ministères ;
- ✓ un manque de synergie entre acteurs étatiques ;
- ✓ un manque d'appropriation par les acteurs nationaux de la FAR ;
- ✓ un manque d'implication des acteurs privés, en particulier les producteurs (-trices) et leurs organisations professionnelles ;
- ✓ un manque de financement.

À ce titre, le réseau FAR est au service de ses pays membres et peut intervenir à ces différentes échelles. En construisant des appuis sur mesure à la demande des organisations et des pays (études comparatives, diagnostics, ateliers, voyages d'étude, appel à projets, etc.), le réseau FAR constitue un outil de partage d'expériences, d'accompagnement à la réflexion stratégique et de plaidoyer en faveur de politiques FAR durables.

Documents de référence

- Formulation d'une stratégie nationale de formation agricole et rurale (SNFAR). Éléments de base. C. FAULIAU et P. DEBOUVRY, 2005.
- Actes du séminaire international « Formation de masse en milieu rural, élément de réflexion pour la définition d'une politique nationale », Réseau FAR, 2006.
www.reseau-far.com/atelier-international-ouagadougou-2005/
- Actes du Séminaire international « Rôle et la place de la Stratégie Nationale de Formation Agricole et Rurale (SNFAR) dans un dispositif de formation d'insertion », Réseau FAR, 2018.
<https://www.reseau-far.com/seminaire-snfar-abidjan-2018/> www.reseau-far.com/seminaire-snfar-abidjan-2018/

LE RÉSEAU FAR,

ACTEUR DE LA RÉNOVATION DES STRATÉGIES DE FORMATION AGRICOLE ET RURALE

Le réseau international FAR vise à améliorer les dispositifs de formation agricole et rurale. Il peut accompagner les pays qui le souhaitent dans chacune des étapes de l'élaboration de la SNFAR, en offrant des appuis sur-mesure (atelier national, échanges entre pairs, voyages d'étude, etc.).

Pour nous contacter :
accueil@reseau-far.com

En savoir plus :
www.reseau-far.com

15 ANS
D'EXISTENCE

17 PAYS
MEMBRES

1800 ACTEURS
IMPLIQUÉS





FAR^{THEMA}

Au service des acteurs de la formation agricole et rurale, FAR Thema alimente le débat stratégique et méthodologique sur les grands enjeux de la formation agricole et rurale. FAR Thema s'appuie sur les expériences des pays pour transmettre des connaissances à partager. Coordinné par le réseau FAR, il se donne pour ambition de produire des analyses, des démarches et des outils utiles pour l'action.

FAR Thema#1 / Juin 2021

Coordonné par Khalid Belarbi, avec l'appui de Nabil Hasnaoui, Marie Picard et Marie Balse

Merci aux contributeurs : Christian Fusillier, Jacques Ayite, Ismail Moumouni, Francine Rasolofonirna, Alpha Bayo, Martial Franck Takamgang, Abdoulaye Yeye

Crédits photos : Réseau FAR

Conception graphique : Terre nourricière